



Communiqué de presse – 19 décembre 2025

Quel bilan après le cyclone Chido à Mayotte ?

Il y a un an, Mayotte connaissait une des pires catastrophes climatiques avec le passage du cyclone Chido qui dévastait une très grande partie de l'île. Ce phénomène météorologique exceptionnel a mis en évidence la vulnérabilité des infrastructures scolaires et les difficultés auxquelles font face quotidiennement les élèves, les familles et les équipes pédagogiques.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) souhaite renouveler sa solidarité envers l'ensemble de la communauté éducative qui continue d'être durement affectée par cette crise. La FCPE salue le dévouement des personnels éducatifs et des parents qui depuis une année sont engagés pour permettre la reprise des cours dans l'ensemble du territoire.

Malheureusement, les témoignages des habitants, des équipes pédagogiques et de la FCPE de Mayotte insistent sur le fait que la reconstruction reste difficile et bien trop lente. Un tiers des écoles sont seulement reconstruites ou permettent la reprise partielle des cours et cela vient aggraver une situation déjà précaire de certaines écoles où l'accès à l'éducation était déjà difficile. Les conséquences du cyclone amplifient ainsi les besoins déjà criants de ce territoire abandonné par la République.

Dans ce contexte de crise, la FCPE rappelle que le droit à l'éducation doit être préservé pour toutes et tous, sans exception et « quoi qu'il en coûte », il est impératif que chaque élève puisse retrouver un environnement scolaire sûr et adapté à ses besoins et que la maltraitance institutionnelle en cours n'organise pas le décrochage scolaire d'une génération d'enfants qui attendent tout de l'école publique et de la promesse républicaine de « liberté, égalité, fraternité ».

Parce qu'aujourd'hui la situation a très peu évolué, que nos compatriotes mahorais et mahoraises attendent toujours des moyens humains et matériels pour une reconstruction à la hauteur des enjeux, la fédération décide d'interpeller les députés et les sénateurs afin qu'ils engagent la responsabilité nationale face à cette rupture d'égalité des droits.

La FCPE exige un bilan précis et transparent des moyens engagés, des calendriers annoncés et des résultats réellement obtenus. Elle réclame par ailleurs la mise en œuvre d'un véritable plan d'urgence comme cela serait le cas dans tout autre territoire qui ne verrait plus à ce jour les stigmates de cette catastrophe.

La fédération restera mobilisée pour exiger la garantie de l'égalité du droit d'accès à l'éducation.

Contact presse :

Laurence Guillermou : 06 82 81 40 82 / fcpecom@fcpe.asso.fr